



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

QUINCAILLERIE GUY LEGO

39 Cours du Général de Gaulle
33340 Lesparre-Médoc

Références : 24-262
Code AIOT : 0100016756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2024 dans l'établissement QUINCAILLERIE GUY LEGO implanté 39 Cours du Général de Gaulle 33340 Lesparre-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La première visite d'inspection a été réalisée le 24 mars 2023 suite à un signalement de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) concernant une pollution importante du cours d'eau voisin par des hydrocarbures.

La visite d'inspection réactive du 25 mars 2024 a, quant à elle, été réalisée suite à la mise en place d'un barrage à hydrocarbures sur le cours d'eau. En effet, suite à l'inspection du 24 mars 2023 ayant donné lieu à un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales imposant un diagnostic environnemental, l'exploitant a fait intervenir une société spécialisée afin de réaliser ledit

diagnostic.

Cette société spécialisée a alerté l'exploitant en lui indiquant que des hydrocarbures étaient détectés sur la parcelle voisine et qu'il convenait de mettre en place un barrage à hydrocarbures afin d'éviter toute pollution du cours d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUINCAILLERIE GUY LEGO
- 39 Cours du Général de Gaulle 33340 Lesparre-Médoc
- Code AIOT : 0100016756
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un dépôt de carburants soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 1434 et 4734 de la nomenclature des installations classées depuis le 9 août 1994.

L'entreprise a été rachetée par Monsieur AUBIN, le 10 mai 2022.

L'installation est équipée de deux réservoirs contenant des hydrocarbures à savoir :

Réservoir 1 :

- GNR : 30 m3

Réservoir 2 (cuve compartimentée):

- Fioul : 40 m3

- Fioul : 12 m3

- Fioul : 8 m3.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 3.3.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Cas des	Arrêté Ministériel	Susceptible de suites	Demande de	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	stockages aériens de liquides inflammables	du 19/12/2008, article I > 4.10.1. a)		justificatif à l'exploitant	
4	Décanteur, séparateur et obturateur	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I, Point 1.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Accès au site	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe, Point 3.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
8	Diagnostic environnemental	Arrêté Préfectoral du 05/05/2023, article 7	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Aires de dépotage	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe, Point 2.9 et 5.10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une pollution a été détectée sur la parcelle 0020 voisine du site exploité par la quincaillerie LEGO et séparée par un fossé dans lequel le séparateur-décanteur rejette les eaux traitées du site LEGO. Cette parcelle n'appartient pas à l'exploitant de la société LEGO.

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'irisations d'hydrocarbures dans l'eau du marécage et une forte odeur d'hydrocarbures.

Un barrage flottant a bien été mis en place sur le cours d'eau par la société LEGO pour éviter la diffusion de cette pollution.

Il est attendu de l'exploitant de la société LEGO la transmission du diagnostic environnemental imposé par l'arrêté du 5 mai 2023 et la proposition d'action de dépollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 3.3.
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits, étiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 24/03/2023type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Les réservoirs de carburants sont identifiés. Toutefois, ils ne sont toujours pas équipés des symboles de dangers conformément à la réglementation. Concernant le récipient de récupération des égouttures, celui-ci n'est pas toujours identifié et ne possède pas non plus les symboles de dangers requis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant équipe les fûts, réservoirs et autres emballages des symboles de dangers requis et pour ce qui est du récipient de récupération des égouttures, il l'identifie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 2 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 24/03/2023

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les consignes d'exploitation comprennent la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement. Sur demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de la présente annexe est effectuée par un organisme agréé par le ministre de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Ces mesures sont réalisées au frais de l'exploitant. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Constats :

Les consignes d'exploitation affichées à l'entrée du site ne mentionnent toujours pas la surveillance régulière du décanteur-séparateur et le contrôle de leur bon fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intègre aux consignes d'exploitation, une mention précisant la surveillance régulière du décanteur-séparateur et le contrôle de son bon fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 3 : Cas des stockages aériens de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.10.1. a)

Thème(s) : Risques chroniques, Cas des stockages aériens de liquides inflammables

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Tout stockage aérien de liquides inflammables susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à :

- 50 % de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants ;
- 20 % de la capacité totale des récipients dans les autres cas ;
- dans tous les cas, à 800 litres (au minimum), ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation sont vérifiés périodiquement.

[...].

Constats :

Les réservoirs de carburants sont équipés de rétention et les consignes pour la vidange de l'eau présente au sein des cuvettes de rétention sont affichées sur site (schéma vanne ouverte/fermée).

En ce qui concerne la vérification de la capacité de rétention et du dispositif d'obturation, l'exploitant n'a pas fourni d'éléments indiquant qu'elles sont tracées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise la périodicité de vérification de la capacité de rétention et du dispositif d'obturation et indique les mesures prises pour assurer le suivi de leurs vérifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2mois

N° 4 : Décanteur, séparateur et obturateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)

Thème(s) : Risques chroniques, Décanteur, séparateur et obturateur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...].

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. [...]. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

La société habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures [...].
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par mail du 5 avril 2024, un bordereau de suivi de déchets dangereux, de numéro BSD-20231212-ZAQFSDN1S.</p> <p>Le bordereau du suivi de déchets indique qu'un mélange de déchets de séparateur, pour une quantité de zéro tonne, a été pris en charge, le 12 décembre 2023.</p> <p>Toutefois, le bordereau ne permet pas de statuer sur la bonne vérification de l'obturateur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les éléments attestant du bon fonctionnement de l'obturateur et de sa vérification.</p> <p>L'exploitant précise également quelle quantité de déchets de séparateur a été éliminée puisque le bordereau précise 0 tonne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2mois

N° 5 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I, Point 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, le plan des tuyauteries
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <p>[...]</p> <p>- les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries ; pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003 ;[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le décanteur-déshuileur rejette dans un fossé qui est à l'extérieur du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection, par téléphone avant la visite d'inspection, que ce fossé est alimenté par les eaux en provenance des voiries de la commune, par son propre décanteur-déshuileur et par les eaux de rejets en provenance de la station-service du supermarché voisin auquel appartient la parcelle 0020.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas été en mesure d'attester ou infirmer ces éléments faute de</p>

visibilité, car le fossé est peu accessible et le réseau alimentant le fossé est éventuellement souterrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, après consultation si nécessaire des services de la Mairie de la commune ou du propriétaire de la parcelle voisine (0020), transmet un plan ou un schéma précisant l'ensemble des tuyauteries de son site et les réseaux alimentant ledit fossé. Outre les schémas, l'exploitant transmet également les éléments attestant la présence effective des tuyauteries externes menant au fossé (plan de la mairie ou autre source officielle, inspection de la canalisation...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2mois

N° 6 : Aires de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe, Point 2.9 et 5.10
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de dépotage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : Point 2.9 : Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5. 5 et au titre 7. Point 5.10 Les aires de dépotage, de remplissage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.
Constats : L'aire de chargement des camions de livraison est disposée de manière à éviter une pollution.

<p>En ce qui concerne l'aire de dépotage présente sur site, pour le chargement des cuves de carburants, celle-ci est maintenant équipée de manière à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 mai 2023 est levé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 7 : Accès au site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe, Point 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès au site par des véhicules est limité par un portail fermé avec un cadenas. Toutefois, l'accès au site par la parcelle voisine au site (parcelle 0020) est possible étant donné que la clôture du site est au sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de limiter l'accès libre aux installations de stockage, par des personnes étrangères à l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3mois</p>

N° 8 : Diagnostic environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2023, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le diagnostic environnemental (sol et eaux), le schéma conceptuel ainsi que l'échéancier de remise du plan de gestion si les investigations environnementales mettent en évidence la nécessité d'engager des actions de dépollution au droit du site ou au niveau des milieux impactés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec un prestataire pour réaliser les demandes de l'arrêté préfectoral susvisé. Lors de la visite d'inspection du 25 mars 2024, l'inspection a constaté la présence de piézomètres ainsi que la mise en place d'un barrage flottant.</p> <p>Toutefois, à ce jour, l'inspection des installations classées n'a reçu aucun document de la part de l'exploitant bien que les délais de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales soient échus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui incombe de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales. En outre, compte tenu de la situation sur le terrain et des moyens mis en place, il est demandé à l'exploitant, au travers du prestataire retenu, d'accélérer les travaux en réponse à l'arrêté préfectoral et la fourniture des documents demandés.</p> <p>L'exploitant veille à proposer un plan d'action pour la gestion de cette pollution notamment le pompage et l'évacuation des hydrocarbures piégés au niveau du barrage, l'éventuel curage du fossé, ...</p> <p>A défaut, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ces points.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 9 : Piézomètres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécurisation du piézomètre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25 mars 2024, l'inspection a constaté que les piézomètres installés étaient munis, d'une part, d'un bouchon en métal (extérieur) et, d'autre part, d'un bouchon en plastique à l'intérieur.</p> <p>Cependant, le dispositif externe (bouche en métal) ne disposait pas de système de verrouillage et peut être manipulé et ouvert à la main sans aucun outil ou clef.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant équipe les piézomètres d'un dispositif de sécurité (cadenas, système de verrouillage...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>